

**BOTTILLER TOUS**  
**BOCK MEYERBEER**  
 35, rue Meyerbeer  
**ROUBAIX**  
 Téléphone 421 et 2471

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et Nord-Est	3 mois	17,00	6 mois	32,00	1 an	60,00
France et Belgique		18,00		34,00		64,00
Union postale		20,00		38,00		72,00

REDACTION - ANNONCES  
 ABONNEMENTS

ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter. 6.  
 TOURCOING : 33, rue Carot. Téléph. 37.  
 Chèques postaux 87 Lille.

LE  
**TIP**  
 REMPLACE LE  
**BEURRE**

**BILLET PARISIEN**

## La situation politique vue de l'étranger

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 2 novembre (Minuit).  
 L'opinion étrangère suit avec intérêt le développement de notre crise politique. Bien qu'elle affecte surtout la politique intérieure, cette crise, en effet, n'est pas moins susceptible de retentir sur les affaires d'autres nations.

Voici, par exemple, l'Amérique et la Grande-Bretagne. En tant que créancières de la France, elles suivent les péripéties de nos luttes de partis avec la même curiosité dont nous faisons preuve — toutes choses étant égales — à l'égard de l'Allemagne, au moment où ce pays était en proie aux convulsions politico-financières que l'on sait.

Si les pays anglo-américains dénoncent la démagogie enrobée dont nous souffrons, ce n'est donc pas tout-à-fait sans arrière-pensée. Une catastrophe financière dans notre pays, ce serait pour eux la perte de peu près certaine de tout espoir de remboursement.

Deux questions retiennent plus particulièrement l'attention de l'étranger: la question financière et celle de Syrie.

Pour la première de ces questions, la presse britannique qui, plus versée dans nos affaires que celle de tout autre pays, croit à notre situation politique de nombreux commentaires, est unanime à nous mettre en garde contre l'expérience désastreuse d'un peçévement sur le capital.

Le peçévement sur le capital, ce serait une solution apparente qui risquerait de rendre impossible, par la suite, une solution réelle; ce serait le triomphe de cet « esprit de facilité » dont a parlé, dans des termes pittoresques, M. Caillaux.

De la lecture des gazettes d'Outre-Manche se dégage une forte impression qui emporte la conviction. Et ceux de nos compatriotes qui sont encore attachés à la formule décevante, chère aux socialistes, devraient bien lire ces articles, écrits par des gens pratiques qui ont l'audace d'écarter les théories et de juger les choses — fussent-elles financières — avec le simple bon sens.

Au sujet de la Syrie, des critiques sans aménité sont adressées au général Sarrail et à leur égard nous nous sommes étonnés.

En outre, les journaux britanniques s'étonnent et jugent les choses — à juste titre — en ne saurait les en blâmer — que ce chef néfaste ait pu si longtemps accomplir sa mauvaise besogne. En vérité, la politique du Cartel dans le proche Orient n'a pas grandi le prestige de la France.

R...

## La destitution du Shah de Perse

LE SOUVERAIN ACTUELLEMENT A PARIS VA PROTÉGER CONTRE LA DÉCISION DU PARLEMENT

Paris, 2 novembre. — Le shah de Perse, qu'une décision du Parlement de Téhéran vient de déposer du trône de Perse, est actuellement à Paris, dans un hôtel de l'avenue Kléber.

Un rédacteur de l'Agence Havas a pu jolâdre, dans la matinée, une des personnalités de la suite du shah, qui lui a fait la déclaration suivante:

« Sa Majesté impériale ne saurait, en ce moment, vous faire une déclaration précise, elle attend d'être en possession de télégrammes détaillés sur les événements qui viennent de s'accomplir dans son empire et qui seront arrivés à Paris dans deux ou trois jours. Toutefois, Sa Majesté impériale m'autorise à vous déclarer que dès qu'elle sera en possession des renseignements attendus, elle protestera énergiquement contre la décision du Parlement, qui évince sa dynastie du trône de Perse. »

RISA KHAN

Le véritable maître de la Perse est actuellement Risa Khan.

Ce personnage, qui, pendant la guerre, fut chargé par le général anglais Ironside, d'organiser les troupes persanes, est, depuis 1921, ministre de la Guerre, et, depuis 1923 président du Conseil.

Le Parlement lui a attribué la dictature en attendant qu'une nouvelle Constitution fût établie.

### MORT D'UN DES SAUVETEURS DES VICTIMES DU BAZAR DE LA CHARITÉ

On annonce la mort, à Saint-Malo, de M. Vautier, qui prit jadis, une large part au sauvetage des victimes de l'incendie du Bazar de la Charité. M. Vautier, à l'époque de la catastrophe, était aide-cuisinier à l'hôtel du Palais, contigu au Bazar. Avec son chef, M. Goméry, il parvint à sauver une centaine de personnes. Son dévouement lui valut plusieurs distinctions honorifiques, tant françaises qu'étrangères.

## LE NOUVEAU CABINET PAINLEVÉ

LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Paris, 2 novembre. — Autant qu'on peut le savoir, la déclaration ministérielle, qui va être rédigée aujourd'hui, rappellerait les termes de celle qui fut communiquée au Parlement lors de la présentation du premier ministère Painlevé.

Le chef du Gouvernement montrerait qu'il est toujours fidèle au programme qu'il s'était tracé. En ce qui concerne le Maroc, défense de la politique suivie et constatation que le calme y règne à nouveau. Il ne dépendra que d'Abd-el-Krim d'obtenir la paix s'il veut souscrire loyalement aux conditions générales déjà faites et publiées.

Au sujet de la Syrie, la déclaration donnerait l'assurance que tout sera fait pour y ramener la paix et de manière à ce que le prestige de la France ne sorte pas diminué.

En ce qui touche la politique intérieure, maintien de l'ordre et de la sécurité en prenant des mesures impartiales contre les excitateurs aussi bien d'extrême-droite que d'extrême-gauche, organisation d'un contrôle sévère des étrangers et indésirables, réalisation prochaine des assurances sociales, vote des dispositions relatives à l'arbitrage dans les conflits de travail, assimilation aussi rapide que possible de l'Alsace et de la Lorraine.

Dans sa déclaration, le président du Conseil s'étendrait assez longuement sur les accords de Locarno et sur la politique financière, peut-être même serait-il question de la réforme électorale.

CONSEIL DE CABINET

Le ministre se préoccupe avant tout de satisfaire les socialistes

Paris, 2 novembre. — Les ministres se sont réunis ce matin, de 9 heures à 11 h. 15, sous la présidence de M. Painlevé.

La séance a été exclusivement consacrée à l'examen de la déclaration ministérielle qui sera poursuivie à 17 heures, en Conseil de cabinet.

Les membres du Gouvernement ont été très réservés dans leurs déclarations à leur sortie du Conseil de cabinet. Cependant, après une personnalité autorisée, le déclin « on ministérielle annoncerait, relativement à la situation financière, des mesures qui, espère-t-on, seraient de nature à rallier les suffrages des socialistes.

M. Bérenger chez le Président du Conseil

Paris, 2 novembre. — M. Painlevé a conféré avant la séance du Conseil de cabinet, avec M. Henry Bérenger, rapporteur général du budget au Sénat.

DEUX DEMANDES D'INTERPELLATION

Paris, 2 novembre. — M. Ernest Lafont, député socialiste-communiste de la Loire, a déposé deux demandes d'interpellations. L'une sur les mesures que le président du Conseil compte prendre pour assurer l'unité indispensable du Ministère des Finances; l'autre sur les conditions dans lesquelles il admet l'utilisation de l'article 10 du code d'instruction criminelle.

LA GUERRE AU MAROC

## Le maréchal Pétain préside un important Conseil de guerre

Fez, 2 novembre. — Le maréchal Pétain a présidé un important conseil de guerre auquel assistaient le général Naulin, commandant supérieur; le général Hensch, commandant les services de l'arrière; tous les commandants de groupements, de secteurs, de divisions, de brigade et chefs de service.

Le maréchal Pétain se préoccupa tout d'abord du confort des troupes pendant l'hiver et posa à chacun des chefs qu'il avait réunis des questions précises sur ses projets et ses réalisations, insistant spécialement sur l'habitation, la nourriture, l'entretien et le moral des hommes. Il remit à chaque commandant de brigade les sommes qui lui furent envoyées pour organiser des foyers du soldat, spécialement pour les unités du front.

Un conseil restreint fut ensuite tenu où l'on discuta la réorganisation du front; le résultat n'en est pas connu. Cependant le « Progrès de Fez » donne le plan suivant qui serait probablement adopté sans quelques modifications de détail:

L'état-major du général Naulin serait partagé à Rabat et le front nord divisé en deux groupements. Est et Ouest. Le groupement Ouest s'étendrait du Loukas au Lebou et serait commandé par le général Prunier, qui aurait sous ses ordres les généraux Herguail et Billotte, commandant respectivement les secteurs d'Ouzean et du nord de Fez.

Le général Bolchut, regagnant Alger où il commande le 19<sup>e</sup> corps, passerait le commandement du secteur Est au général Marty dont le poste de commandement serait à Taza.

L'organisation politique et administrative de la région de Fez-Taza ne subirait aucun changement, sauf le cas de vus nouvelles de M. Steeg. On abandonnerait le système des petits postes avec garnison de 60 à 80 hommes, mais on réorganiserait des bases solides à Teroual, Taounat, Kiffane, tenues par des garnisons d'un moins un bataillon, couvertes par des petits postes.

La première réserve serait à Ouzean, Fez-el-Bail, Ain-Aicha, puis une deuxième réserve à Fez, Meknes, Taza.

C'EST UN ALLEMAND QUI ORGANISERAIT LA RÉSISTANCE RIFFAINE

Londres, 2 novembre. — L'Agence Reuter apprend de deux sources, l'une française et l'autre arabe que l'organisateur de la résistance riffaine est un Allemand nommé de Klemm ancien officier de la garde prussienne qui s'enrôla dans la légion étrangère avant la guerre. Il déserta en 1921 pour offrir ses services aux Riffains.

Des déferteurs ont déclaré que le chef de l'artillerie riffaine est un ancien colonel russe.

## Dans la Légion d'honneur



MONSEIGNEUR JULIEN qui vient d'être promu chevalier de la Légion d'honneur

MOTS POUR RIRE

CHEZ LE DENTISTE: — Je vais vous enlever ça, sans le moindre mal... — Pas d'historique. Hein! Je suis moi-même dentiste.

L'AMATEUR DE GOLF. — Vous savez bien ramasser les boules? — LE CADDY. — Oui, monsieur. — L'AMATEUR DE GOLF. — Eh bien! Tâchez donc pour commencer de m'en procurer une...

ENTRE NOUS

## Le vieux copie de lettres

Henry-Louis Dubly, le président des Jeunes Nationalistes du Nord et l'un des plus actifs promoteurs de cet intéressant mouvement, a retrouvé, dans les archives de famille un vieux « Copie de lettres », tenu par plusieurs mains, de 1728 à 1792, et en un recueil, avec autant de pitié que de discernement, les phrases les plus suggestives. Ainsi présent, ce document fort curieux, reflet très exact de la vie de Roubaix à la fin de l'ancien régime et au début de la Révolution, forme les pages les plus attachantes d'un petit livre, au titre qui parle à nos cœurs de Flamands: *Sous le signe du Lion*.

Je voudrais dire ici tout le bien que je pense de cet ouvrage d'un régionalisme si élevé et si délié, et tout le plaisir que sa lecture m'a procuré. Mais le cadre de cette rubrique ne le permet pas. Un autre remplira cet agréable devoir.

Je ne m'occuperai donc que du chapitre si captivant où Henry-Louis Dubly reproduit des extraits du Copie de lettres de Léon-Joseph De Frenne de Roubaix, l'un des « patriarches » qui ont été la fortune spirituelle et matérielle de notre Flandre.

A non leur, je copie quelques lignes du précieux document.

Lisez d'abord ces-ci écrites en juillet 1785 et qui montrent que nos ancêtres ont connu les difficultés de la vie chère: « Je dois vous prévenir que dorénavant vous devez me payer 54 patars des prunelles ligées. MM. les Hollandais viennent de rencherir leurs laines de deux sols d'Hollande, cette hausse est occasionnée par la rareté des laines: car en Hollande comme ici et partout, le beurre est porté à un prix excessif, ce qui fait que tous les paysans ont abandonné leur travail et se sont dévoués à leur montons pour nourrir plus de bêtes à cornes; la filature de nos laines est aussi beaucoup augmentée pour la raison que les vivres le sont, que les filuses dans une grande partie de l'Artois se mettent à filer du lin, qu'ils commencent à cultiver chez eux... »

Enfin c'est un mal ou un bien général et il faudra de toute nécessité que nos étoffes suivent le torrent des choses et encherissent au moins de deux patars l'aune... »

Les traités de commerce étaient déjà à l'ordre du jour et préoccupaient justement, comme aujourd'hui, les industriels et les négociants. On en jugera par cette réflexion désespérée dans une lettre à un fournisseur de Hollande (1786): « ...Il est bien à croire que le traité de commerce avec l'Angleterre sera la destruction de notre fabrique, car nous ne pourrions jamais soutenir la concurrence avec ces messieurs. Enfin, je ne sais à quel cela nous conduira, l'on ne nous achète plus et l'on ne nous paye plus... »

En 1788, les affaires allaient mal à Roubaix et « les facilités se succèdent ». Enfin, écrit Léon-Joseph De Frenne à un client, je puis vous assurer que, sinon par commission pour nos pauvres ouvriers qui se trouveraient sans travail, je désisterais de fabriquer au moins jusqu'à meilleur temps... »

Comme on le voit, l'industrie roubaisienne subissait à la veille de la Révolution la répercussion directe du malaise économique international. Hélas! la tourmente révolutionnaire ne va pas arranger les choses. « Un change à perdre 5 à 6 % sur Paris, des assignats forcés sans confiance... », apportent toutes les entraves possibles au commerce. Cependant, les fabricants de chez nous restent fidèles au poste jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au jour où l'invasion les chassera de leur ville.

Henry-Louis Dubly a bien fait de publier les passages les plus caractéristiques du Copie de lettres de Léon-Joseph De Frenne. Il est bon que nous lisions ces documents de cette sorte. Ils nous font mieux comprendre la beauté, la force et la vérité de notre belle devise: *Probité-Industria*.

MADAME AUBRY.

## Les Evénements de Syrie

LE RETOUR DU GÉNÉRAL SARRAIL

Le Gouvernement ayant invité le général Sarrail, haut-commissaire de la République en Syrie, à rentrer en France, celui-ci a fait connaître qu'il embarquerait à Beyrouth le 8 novembre prochain, sur le paquebot « Sphinx ». C'est le premier acte d'obéissance que, depuis de longs mois, le Gouvernement aura à enregistrer à l'ordre du général Sarrail.

Cet acte est insuffisant à faire oublier les autres et le rappel du général Sarrail ne saurait terminer le procès que l'opinion publique est en droit de lui faire pour sa lamentable gestion.

Des accusations graves ont été portées contre lui: il a mis à feu et à sang tout un pays jusque-là tranquille, et de la tranquillité duquel nous étions responsables devant le monde; il a soulevé contre nous un peuple tout entier; il a violé des règles internationales qui devaient nous être plus sacrées à nous qu'à aucun autre mandataire; il a été directement ou indirectement cause de la mort de plusieurs milliers de soldats français, blancs et noirs... Sur tout cela, il nous faudra, à son retour, des explications nettes, claires, catégoriques. Et si les explications sont insuffisantes, le rappel, lui aussi, ne saurait suffire.

On a dit maintes fois, qu'il n'y avait pas deux justices: une pour les grands chefs, l'autre pour les petits soldats. Il ne peut non plus y avoir deux justices pour les grands chefs, selon le clan politique qui les protège ou dont ils se réclament. Il n'y a qu'une seule et unique justice. Des capitaines qui perdent un bateau sont traités à sa barre. Un général qui perd une colonie sera-t-il dispensé de comparaître devant elle?

LES DRUSES AURAIENT ISOLÉ DAMAS

La ville serait menacée de la famine

Londres, 2 novembre. — Suivant des dépêches d'Alexandrie, les Druses auraient complètement isolé Damas et rendu tout ravitaillement impossible. On redoute la famine.

LE GÉNÉRAL SARRAIL A REMIS LES SERVICES AU GÉNÉRAL DUPORT

Beyrouth, 2 novembre. — Le général Sarrail, en même temps qu'il informait officiellement le Gouvernement qu'il s'embarquerait pour la France le 18 novembre, a fait savoir qu'il avait remis les services du haut-commissariat au général Dupont chargé de l'intérim.

LES ACTES DE BRIGANDAGE

Les journaux de Damas, qui sont de nouveau publiés, donnent des détails circonstanciés sur les derniers désordres et indiquent qu'un état de brigandage prévaut dans toute la région située entre cette dernière ville et Homs.

Les bureaux de l'administration auraient été incendiés à Nebk et les brigands, attaquant actuellement Valub par quatre cents de ses hommes qui, au cours de leur raid, ont brûlé vingt maisons. L'école des Jésuites est également incendiée.

Le bruit court que Zaid, frère du sultan Atrach, le chef des Druses, s'est joint à Ibn Shallah et que leurs forces ont commis de nombreuses déprédations.

Un détachement de troupes françaises, auquel se sont joints des volontaires circassiens, est pris aux prises avec les brigands dans le district de Damas.

Cinq villages sont menacés de destruction si les habitants ne remettent pas leurs armes dans un bref délai.

LA LIBERTÉ DE LA RUE

Incidents catholiques et la police à Montauban

Montauban, 2 novembre. — Après les vœux, l'évêque de Montauban et les fidèles ont tenté de sortir en procession de la cathédrale. Le service d'ordre, qui avait été organisé place de la Cathédrale, est intervenu.

Quelques boucoulades se sont produites et quelques coups de poing ont été échangés entre les agents et les fidèles.

Cinq de ces derniers ont été conduits au poste de police. Après interrogatoire, ils ont été remis en liberté. Trois d'entre eux sont poursuivis en correctionnelle pour rébellion ou pour coups.

Un gendarme a été légèrement blessé à la main.

LE MINISTRE WOOD

qui vient d'être nommé vice-roi de l'Inde



M. WOOD, ministre de l'Agriculture en Grande-Bretagne, qui vient d'être nommé vice-roi de l'Inde, en remplacement de lord Reading

M. Wood, ministre de l'Agriculture en Grande-Bretagne, qui vient d'être nommé vice-roi de l'Inde, en remplacement de lord Reading.

Voir, page 3, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.

## AU CONSEIL NATIONAL SOCIALISTE

LA REORGANISATION DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU PARTI

M. Frossard sur la sellette. — Les explications de M. Léon Blum sur l'attitude des parlementaires socialistes

SEANCE DU MATIN

Paris, 2 novembre. — Au Conseil national socialiste, on a repris ce matin la discussion



LÉON BLUM

sur la réorganisation de la Commission administrative du parti.

La Commission de résolution n'a pu se mettre d'accord. Il y a deux propositions encore en présence: l'une présentée par M. Compère-Morel et l'autre par M. Renaudel.

D'après la première, la C. A. P. serait désormais composée de 33 membres au lieu de 24, sur lesquels au maximum 12 parlementaires au lieu de 8.

La proposition Renaudel supprime la Commission actuelle et les Conseils nationaux actuels et les remplace par un Conseil national permanent de 45 membres, dont 15 parlementaires et 10 représentants au moins des Fédérations de province.

En raison de l'absence de nombreux délégués, le vote n'aura lieu que cet après-midi.

SEANCE DE L'APRÈS-MIDI

On reprend la discussion sur la modification des statuts et de l'organisation.

M. Carvel, député de la Giroude, préside.

M. Grumbach signale le danger des revues et en particulier de la nouvelle revue socialiste, où des militants socialistes, comme M. Blum et Longuet, vont collaborer sous la direction de M. Frossard, l'auteur de la rupture de Tours, ancien communiste, revenu au parti socialiste.

M. Pressemann, député de la Haute-Vienne, est aussi éternelle contre Frossard.

M. Théobretin dit aussi que la revue socialiste ne doit être dirigée que par des socialistes sans compromission.

UN INCIDENT

M. Brucke, furieux de ce que M. Grumbach a parlé tout à l'heure de manque de moralité pour les collaborateurs de M. Frossard, dit qu'il lui cache à la figure!

Le Congrès manifeste bruyamment pour en contre.

Le débat est clos.

On fait le contre-appel pour le vote de ce matin pour la réorganisation de la C. A. P., proposition Compère-Morel ou proposition Renaudel-Léon Blum. C'est la thèse Compère-Morel qui l'emporte.

LE DEBAT SUR LA POLITIQUE

Les explications de M. Léon Blum

Puis, on aborde le gros débat, et la parole est à M. Léon Blum, secrétaire du groupe parlementaire.

M. Léon Blum fait l'historique de l'attitude du groupe parlementaire depuis les dernières élections, et qui se résumait par une interpellation à l'ancien cabinet sur la situation politique et financière soutenue par lui, Léon Blum, et par M. Vincent-Auriol, après demande de priorité et de discussion immédiate avant tout autre débat. Puis, continue-t-il, après la démission collective du cabinet Painlevé, le groupe dut réserver son attitude et la réserve encore... Quand M. Painlevé fut chargé de reconstruire le nouveau gouvernement, M. Painlevé demanda la participation des socialistes à son nouveau ministère. Les délégués du parti déclarèrent ne pouvoir accepter pareille offre, étant liés par les décisions du congrès et sur la question financière et sur la question du Maroc.

M. Painlevé demanda alors si l'on ne fermerait pas les yeux, si certains membres du parti socialiste, sans engager le parti lui-même, acceptaient d'entrer dans une nouvelle combinaison ministérielle. Les délégués du groupe répondirent encore par la négative. M. Painlevé demanda ensuite, si la confiance que le groupe socialiste refusait, pourrait être accordée à un cabinet Herriot par exemple, devant lequel il se retirerait avec empressement.

Les délégués répondirent qu'il n'y avait pour le parti socialiste aucune question de personnes, mais une question de restauration financière et de trésorerie sur laquelle le parti ne pouvait transiger.

M. Léon Blum poursuivit le récit des pourparlers des délégués du groupe avec M. Painlevé. Evidemment, après le départ de M. Caillaux, on pouvait mieux expliquer sur les projets financiers. Les délégués demandèrent aussi des explications au président du Conseil à propos de la révocation des cheminots, des assurances sociales, des régions libérées et également sur son attitude devant le Sénat, à propos de laquelle ils ne lui demandèrent pas de porter un défi insolent et inutile.

M. Painlevé a répondu qu'il n'avait pas encore rédigé sa déclaration ministérielle. Il fut convenu que cette déclaration serait rédigée pour le mardi 2 novembre.

Ce soir, des délégués du parti socialiste ont une entrevue avec M. Painlevé.

Le discours de M. Léon Blum a été très applaudi.

Le Conseil national a décidé une séance de nuit pour entendre les délégués retour de chez M. Painlevé.

## D'importantes forces turques se dirigent vers le front de l'Irak

On apprend de la meilleure source que d'importantes forces turques se dirigent vers Mossoul.

Nous croyons avoir, dit le « Daily Express », que les imprudences du général Sarrail ne sont pas bornées à la ville de Damas. Le Foreign Office a appris la semaine dernière que les Turcs ont reçu l'autorisation de transporter plus de 5.000 hommes de troupes à travers la Syrie jusqu'à la frontière de Mésopotamie. Une protestation a été immédiatement faite auprès du gouvernement français. Il n'est nullement certain que le gouvernement français refusera le droit de passage à ces troupes; il se bornera à observer que l'obtention l'assurance que le nombre total des forces turques dans la région de Mossoul ne sera pas augmenté par les détachements traversant la Syrie.

Dans les milieux diplomatiques on fait remarquer que le transport des troupes turques signalé par les journaux anglais, sur le territoire syrien, a été effectué en vertu de accords antérieurs passés avec le Gouvernement d'Angora. Plusieurs prétextes ne sont déjà produits dans les mêmes conditions. La seule voie ferrée utilisable, pour les forces militaires turques se déplaçant vers la Mésopotamie, traverse, en effet, une partie du territoire sous mandat, et c'est en raison de cette particularité que les accords en question étaient intervenus.

Il est exact que le passage récent des contingents turcs sur cette ligne ferrée ait provoqué une démarche du Foreign Office.

LES ACCORDS DE LOCARNO

Comment les interprète M. Stresemann

Berlin, 2 novembre. — M. Stresemann a prononcé hier à Dresde à un banquet d'une association commerciale, un discours au cours duquel il a déclaré:

Le sens de Locarno est d'assurer une évolution pacifique de l'Europe au moyen d'une entente politique. Il est exact que j'ai renoncé à la guerre; je l'ai fait en partant de l'idée réaliste que nous n'avons en mains aucun instrument de guerre. Le reste des frontières allemandes doit être garanti par les puissances européennes. Notre but est de protéger l'unité du Reich et la Rhénanie contre des attaques auxquelles nous n'avons pas d'armée à opposer.

Derrière Locarno, se trouve l'idée qu'il n'y a pas en réalité eu des vainqueurs dans la guerre mondiale.

Le Congrès communiste allemand contre les accords de Locarno

Berlin, 2 novembre. — Le Congrès communiste, réuni à Berlin, a adopté une résolution demandant la dissolution immédiate du Reichstag, le renversement du gouvernement Luther et le rejet du pacte de guerre de Locarno.

## LE CHAPITRE DES CHAPEAUX



UN CHAPEAU, avec, comme garniture, un poisson volant



CHAPEAU EN VELOURS BLEU POUR FILLETTE

## UN SCANDALE DES SEQUESTRES ALLEMANDS AUX ETATS-UNIS

On mande de New-York qu'un scandale des sequestres allemands vient d'éclater en Amérique. M. Miller, ancien sequestre des propriétés ennemies, est accusé d'avoir touché 100.000 dollars pour faire révoquer sept millions de dollars à une société suisse représentant en réalité une société allemande. Plusieurs autres personnalités sont également impliquées dans ce scandale qui menace de prendre de vastes proportions.

M. Miller répondra vivement aux accusations portées contre lui et annonce qu'à la prochaine audience, fixée à mercredi, il apportera la preuve de son innocence.

L'EMIR FAÏCAL A L'ELYSEE

Paris, 2 novembre. — M. Doumergue a reçu ce matin, en audience privée, l'emir Fayçal, roi de Hedjaz.